

OUM-EL-BOUAGHI

Une commission ministérielle enquête à l'hôpital Ibn-Sina

Suite au scandale qui a éclaté la semaine passée et secoué le secteur de la santé d'Oum-El-Bouaghi, nous apprenons de sources concordantes que le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a dépêché une commission d'enquête pour faire la lumière sur une affaire portant sur une dépense «douteuse» de 200 millions de dinars.

Les faits remontent à la fin du mois de mai dernier lorsqu'une lettre anonyme parvient au procureur de la République. Dans cette lettre, il est fait état d'une gestion douteuse et de passation de marchés non conformes pour une valeur de 200 millions de dinars. Suite à ce scandale, la brigade de recherche a entamé des investigations. L'enquête a concerné plusieurs opérations de passation de marchés entachées d'irrégularités : acquisition d'équipements médicaux, réalisation de travaux... Certains équipements médicaux sont acquis sans l'aval du conseil médical, organe habilité à entériner ce genre d'opérations. Les investigations ont touché

aussi les ressources humaines. Dans la lettre, il est dénoncé la méthode de recrutement de personnel non qualifié pour des postes stratégiques à l'instar du restaurant et des magasins. Selon des sources proches de la structure hospitalière, l'enquête diligentée par les services de sécurité suit son cours. Quant à la commission ministérielle, elle a bouclé son dossier. Les responsables de l'EPH se défendent et rejettent en bloc les accusations qui leur sont reprochées et soutiennent que l'ensemble des marchés sont attribués à partir des consultations restreintes, ce qui, d'après eux, est conforme à la réglementation en vigueur. Pour les équipements



Photo : DR

médicaux, les responsables disent les avoir remplacés du fait qu'ils sont devenus obsolètes. Pour les ressources humaines, on apprend que vu le déficit en cadres compétents, les responsables sont contraints de recourir au conventionnement externe pour pallier à tout besoin. La même source ajoute que «la réception de cette infrastructure a été faite dans des conditions difficiles et en un

temps record, donc, il est normal qu'elle entraîne des erreurs, mais pas aussi graves qu'on le pense», ajoute notre source. Les responsables de cet hôpital lancent un appel pressant à leur tutelle pour une aide financière de l'ordre de 30 millions de dinars nécessaire au règlement des charges relatives à la réalisation d'une salle de réunion et d'un parc auto.

Moussa Chtatha

SOUK-AHRAS

Le secteur de la santé innove

La wilaya de Souk-Ahras a bénéficié d'une enveloppe financière au profit du secteur de la santé qui dépasse les 100 milliards de centimes répartis sur 42 opérations.

Le docteur Benkhalifa, directeur de la santé et de la population de la wilaya de Souk-Ahras, a déclaré lors d'une sortie sur chantier que son secteur sera renforcé en moyens humains et matériels pour une meilleure prise en charge des malades au niveau de la wilaya.

Parmi les chantiers visités figure le complexe mère-enfants, une structure hospitalière moderne obéissant aux normes. Cet hôpital se taille la part du lion avec 60 milliards de centimes et sera

réceptionné, selon le même responsable, au courant du premier semestre 2012.

A quelques encablures de cet établissement, se trouve l'hôpital Ibn-Rochd appelé communément Sanatorium, d'une capacité de 250 lits répartis sur 6 services médicaux et fonctionnel depuis les années 1960. Une opération de rénovation de tous ses services a été entamée, une manne financière de 100 milliards 500 millions de centimes étant allouée pour sa réhabilitation. Dans le cadre du renforcement des structures sanitaires, 16 polycliniques ont été ouvertes dans plusieurs zones enclavées, notamment dans les communes de Oum-Laâdhaem, Sedrata, Taoura, celle de Ouillen sera

réceptionnée dans quelques jours. En sus, la réalisation d'une école paramédicale d'une capacité d'accueil de 300 places pédagogiques. S'agissant des médecins spécialistes, le secteur de la santé publique s'est renforcé ces jours-ci de trois gynécologues algériens en plus des deux Cubains qui exercent dans la même spécialité depuis quelques années. Concernant l'amélioration des mesures d'hygiène, le directeur de la santé annoncera l'achat de 20 nouveaux autoclaves. Le secteur sera aussi renforcé par l'acquisition de 6 incinérateurs pour l'élimination des déchets hospitaliers.

Barour Yacine

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ

Un hôpital nommé délire

Du 31 mai au 3 juin 2011, une commission parlementaire dirigée par le professeur Rachid Bougherbal a passé au peigne fin les structures de santé publique de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj (mission qui devait être faite en janvier 2011).

Le constat du président de la commission en l'occurrence est implacable : insuffisance considérable en matière de structures de soins, manque de médecins spécialistes, et ce, par rapport à la population de la wilaya qui compte plus de 685 000 âmes.

S'ajoute à cela l'absence d'équipements médicaux et d'organisation. Le problème crucial réside donc dans la désorganisation et le dysfonctionnement des établissements de santé publique.

Le professeur Bougherbal n'arrive pas à comprendre comment la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, qui a pris un essor considérable sur le plan du développement industriel, humain, urbanistique et commercial, a accumulé plusieurs années de retard dans le domaine de la santé.

Selon des sources crédibles, le professeur Bougherbal a demandé la création en urgence d'un service de veille sanitaire afin de prévenir des menaces d'épidémie, car l'hôpital Bouzidi est juste capable d'assurer un minimum sanitaire.

Le professeur Bougherbal a été outré par le manque d'hygiène à l'hôpital Bouzidi et dans presque toutes les structures de soins de la wilaya. Il dira que la situation sanitaire est catastrophique, pouvant mener au développement des maladies nosocomiales, de pathologies dermatologiques, virales... Il ajoutera que la santé publique ne concerne pas uniquement les «malades», mais aussi la prévention, la sécurité sanitaire, l'éducation des patients et de leur entourage.

Le président de la commission parlementaire a soulevé la question du manque des médecins spécialistes (cardio, diabète, gynécologue, ophtalmologue, radiologue, etc.) et dira que si l'on veut attirer des jeunes médecins spécialistes dans le service public, il faut des conditions d'accueil plus attractives.

La commission parlementaire a constaté aussi le retard considérable dans la réalisation des infrastructures de soins, notamment celle de l'orthopédie et de l'unité de soins de Bordj-Ghedir, un matériel médical sous-utilisé et que des équipements médicaux se trouvent encore dans des cartons. Un gaspillage énorme pour le Trésor public se chiffrent à plusieurs milliard de centimes, sans pour autant que la population en profite.

La commission parlementaire a parlé de pourrissement qui dure depuis des années et souhaiterait voir à l'avenir un «hôpital-entreprise», qui recentre le

conseil d'administration sur ses missions stratégiques d'évaluation et de contrôle et où seront associés les directeurs et les praticiens à la gestion et à la mise en œuvre des orientations fondamentales de l'établissement, avec l'amélioration des relations entre ses différents acteurs, médecins, soignants et personnel administratif. Le D^r Louiza Chachoua, membre de la commission parlementaire, dira sans embage que l'hôpital Bouzidi du chef-lieu de wilaya est carrément «hors jeu» et que toute dépense pour l'aménager sera une perte sèche, qu'il faut rapidement trouver une assiette de terrain pour construire un nouvel hôpital qui réponde aux normes et aux besoins de la population. Le professeur en substance : «Plus une collectivité réduit les inégalités en son sein, plus la santé de ses membres d'améliore.» Il cite l'exemple du Chili qui avait augmenté son budget de santé de 2% ce qui a eu pour résultat une société saine ou pas mal de maladies ont reculé (diabète, insuffisance cardiovasculaire, tuberculose...).

Il va sans dire qu'il faut améliorer l'égalité de l'accès aux soins. Le professeur a promis de faire un rapport exhaustif au président du Sénat, pour prendre les mesures en vue d'améliorer la politique nationale de santé. En attendant «l'arbre sera jugé sur ses fruits». Mais par qui ?

Layachi Salah Eddine

KHENCHELA

Une opération chirurgicale sous la lumière d'une lampe torche

Le staff médical de l'établissement hospitalier Mère et enfant (ex-maternité) Salhi-Belgacem a été contraint de procéder à une intervention chirurgicale sous l'éclairage d'une lampe achetée par l'un des membres de la famille de la malade suite à la coupure du courant électrique au sein de l'établissement.

Ce qui a provoqué la colère chez les proches de la patiente qui ont voulu investir le bloc opératoire, n'était-ce l'intervention rapide des éléments du service d'ordre qui ont réussi à calmer les esprits des «protestataires». L'intervention rapide du wali dans le but de prendre des sanctions contre ces agissements a été vivement souhaitée par la famille de la patiente ainsi que par les citoyens qui ont assisté à cette malheureuse situation.

Le maire de Chélia acquitté

Le tribunal de Khenchela a prononcé l'acquittement du président de l'Assemblée communale de Chélia après la plainte déposée par un lycéen accusant le maire d'agression physique. Ce qui a suscité une vive protestation de la part de la famille de la victime et de certains citoyens de la localité qui ont demandé son départ. Il a été requis 6 mois de prison ferme contre cet élu mais après délibération, le juge a déclaré le maire innocent.

Disparition mystérieuse d'une femme à Remila

Les services de police ont entamé des recherches suite à la disparition d'une mère de 2 enfants, âgée de 40 ans. Son époux s'est inquiété de son absence sans raison, poussant cousins, voisins et proches à engager une vaste opération de recherches.

Des stagiaires réclament leur diplôme depuis 7 ans

Des stagiaires qui ont suivi une formation de technicien supérieur, spécialité élevage d'animaux, dans le cadre de l'application de la circulaire n° 264/2009 qui nécessite l'organisation de formation en dehors des opérations ordinaires et le décret ministériel n°137 pour l'acquisition d'un diplôme de TS, réclament depuis 7 ans leur diplôme. Ils interpellent le ministre de la Formation professionnelle dans ce sens.

Collecte de 200 000 quintaux de blé dans le sud de la wilaya

Selon la direction de l'agriculture, dès le début de l'opération moissons-battages, un grand dispositif a été mis en place à travers toutes les daïras pour la collecte du blé. Les spécialistes et les services de la direction de l'agriculture parlent de chiffres importants dans cette collecte estimée, selon certains, à un million de quintaux d'ici la fin des opérations de ramassage et de stockage ; à la dernière semaine du mois de mai, il a été regroupé plus de 200 000 quintaux de blé de très bonne qualité à travers certains points de la région, ce qui augure d'une très bonne récolte. Les chiffres importants annoncés par la tutelle sont dus essentiellement à l'apport des services concernés, à l'aide de l'Etat et aux programmes de sensibilisation et d'orientation entrepris par la DSA qui ne ménage aucun effort pour aider agriculteurs et investisseurs à travers les 4 coins de la wilaya. Notons que les mêmes services ont enregistré la collecte de 400 quintaux de blé vert destinés à la consommation durant la période du Ramadan et dans les fêtes locales.

Le moudjahid Boubakeur Salem nous quitte

L'un des héros des Aurès et déclencheurs de la Révolution est mort à l'âge de 80 ans après une longue maladie. Boubakeur Salem, connu au niveau national et maghrébin par ses actes de patriotisme, de courage et d'amour de la patrie a disparu, laissant derrière lui une histoire, des événements et des écrits.

Benzaïm Abdelouahab